



**PRÉFET
DE LA LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DSSP-025-110

**Direction départementale
de la protection des populations
Service environnement et prévention des risques
Guichet unique**

Arrêté préfectoral n°34-DDPP-25

**complémentaire relatif à l'exploitation du stockage des résidus solides de minerais d'uranium du site
des Bois Noirs Limouzat à Saint-Priest-la-Prugne et exploitée par la société ORANO Mining**

Le préfet de la Loire

Vu le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, son titre 1er du livre V ;
Vu le code de l'environnement, livre II, notamment ses articles R. 214-112 à R.214-128 ;
Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 241-6, L. 214-18 et R. 214-1 à R. 214-56 ;
Vu la nomenclature des installations classées ;
Vu l'arrêté du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
Vu l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
Vu l'arrêté du 23 juin 2015 relatif aux installations mettant en œuvre des substances radioactives, déchets radioactifs ou résidus solides de minerai d'uranium, de thorium ou de radium soumises à autorisation au titre de la rubrique 1716, de la rubrique 1735 et de la rubrique 2797 de la nomenclature des installations classées ;
Vu l'arrêté du 21 mai 2010 définissant l'échelle de gravité des événements ou évolutions concernant un barrage ou une digue ou leur exploitation et mettant en cause ou étant susceptibles de mettre en cause la sécurité des personnes ou des biens et précisant les modalités de leur déclaration ;
Vu le décret du 11 janvier 2023 nommant monsieur Alexandre ROCHATTE, préfet de la Loire ;
Vu l'arrêté préfectoral du 6 mars 2024 portant délégation de signature à Monsieur Pierre Cabridenc, directeur départemental de la protection des populations de la Loire ;
Vu l'arrêté n° 2-DDPP-25 du 10 janvier 2025 portant subdélégation de signature pour les compétences générales et techniques ;
Vu l'arrêté préfectoral n° 270-DDPP-22 du 28 juin 2022 ;
Vu le rapport d'incident d'ORANO du 29 juillet 2024 ;
Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 7 janvier 2025 ;
Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courrier recommandé du 29 janvier 2025 conformément à l'article L. 514-5 du code de l'environnement ;
Vu l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport et du projet susvisés ;

CONSIDERANT que le stockage des résidus solides de minerais d'uranium et les anciennes mines souterraines et à ciel ouvert du site des Bois Noirs Limouzat à Saint-Priest-La-Prugne conduisent au rejet d'eau chargée en radium et en uranium qu'il est nécessaire de traiter ;

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de surveiller les rejets aqueux liés au stockage des résidus solides de minerais d'uranium et aux anciennes mines souterraines et à ciel ouvert du site des Bois Noirs Limouzat à Saint-Priest-La-Prugne ;

CONSIDERANT qu'en application des dispositions de l'article R.181-43 du code de l'environnement, l'arrêté d'autorisation fixe les moyens d'analyses et de mesures nécessaires au contrôle et à la surveillance de leurs effets sur l'environnement ;

CONSIDERANT que les rapports d'incident montrent que le rejet des eaux du grand bassin au point de rejet n°2 dépassent les valeurs limite en radium soluble fixées dans l'arrêté préfectoral ;

Sur proposition du directeur départemental de la protection des populations de la Loire ;

ARRETE

Article 1

L'article 4.4 de l'arrêté n°270-DDPP-22 est modifié comme suit :

Lorsque le niveau du grand bassin est inférieur à la cote de 761,40 m NGF, l'exploitant ne rejette les eaux du grand bassin que lorsqu'il s'est assuré que les derniers résultats de mesure réalisées hebdomadairement conformément à l'article 4.5.2 respectent les valeurs définies à l'article 4.4.2.

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- pH : compris entre 5,5 et 8,5.

Article 4.4.1 Dispositions générales

Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par mois), sauf disposition contraire, 10% de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10% sont comptés sur une base annuelle.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.

Article 4.4.2 Rejets dans le milieu naturel

4.4.2.1 VLE pour les rejets en milieu naturel

Les valeurs limites d'émission sont :

Rejet 1 : station de traitement des eaux d'exhaure de la mine		
Paramètre	Code Sandre	Moyenne annuelle de la concentration ou de l'activité mensuelle
MES	1305	30 mg/l
Radium 226 soluble	1964	0,37 Bq/l
Radium 226 insoluble	1361	0,5 Bq/l

Uranium soluble	6339	0,3 mg/l
Uranium insoluble	6340	0,01 mg/l
Fer	7714	5 mg/l
Sulfate		200 mg/l

Rejet 2 : station zéolithe		
Paramètre	Code Sandre	Moyenne mensuelle de la concentration ou de l'activité hebdomadaire
MES	1305	30 mg/l
Radium 226 soluble	1964	0,2 Bq/l
Radium 226 insoluble	1361	1 Bq/l
Uranium soluble	6339	0,1 mg/l
Uranium insoluble	6340	0,01 mg/l

4.4.2.2. Compatibilité avec les objectifs de qualité du milieu

Le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement.

L'absence d'impact sur le milieu pour les substances considérées (Uranium, Radium) sera justifiée par la mise en œuvre d'un programme de surveillance de la biologie du cours d'eau à partir de mesures, réalisées en amont et en aval du point de rejet dans le cours d'eau récepteur, sur les indices biologiques adaptés au cours d'eau récepteur dont la pertinence est à justifier par l'exploitant.

Une nouvelle campagne tous les 5 ans de ces indices est demandée. Etant donné que la dernière campagne a eu lieu en 2018 dans le cadre de l'étude d'impact long terme, les résultats de la prochaine campagne devront être rendus fin 2024.

L'exploitant est responsable du dimensionnement de la zone de mélange associée à son ou ses points de rejets.

Article 2 :

L'article 4.5.2 de l'arrêté n°270-DDPP-22 est modifié comme suit :

Article 4.5.2 Fréquences, et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets aqueux

Les dispositions minimum suivantes sont mises en œuvre pour le point de rejet n°2 (station zéolithe) :

Paramètre	Code SANDRE	Type de suivi	Périodicité de mesure	Fréquence de transmission
MES	1305	Ponctuel	hebdomadaire	Trimestrielle
Radium soluble	1964	Moyen mensuel	hebdomadaire	Trimestrielle
Radium insoluble	1361	Moyen mensuel	hebdomadaire	Trimestrielle
Uranium soluble	6339	Moyen mensuel	hebdomadaire	Trimestrielle
Uranium insoluble	6340	Moyen mensuel	hebdomadaire	Trimestrielle

Par défaut, les méthodes d'analyse sont celles définies par l'arrêté du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence.

L'article 5.1.3 de l'arrêté n°270-DDPP-22 est modifié comme suit

Article 5.1.3 Gestion des boues et zéolithes issues du traitement des eaux

En cas de dépassement des valeurs limites hebdomadaires pour le point de rejet n°2 (station zéolithe) telles que définies à l'article 4.4.2 de l'arrêté n°270, l'exploitant procède à une action corrective sous une semaine à réception des résultats.

Les zéolithes font l'objet d'un détassage périodique (a minima semestriel) et l'exploitant comptabilise l'activité traitée par les zéolithes et définit un seuil de remplacement sur la base du flux de radium soluble traité (défini en Bq).

Les boues et les zéolithes issues des stations de traitement des eaux sont évacuées vers le grand bassin. La quantité de produits est tracée par l'exploitant dans un registre.

Article 3 – Voies et délais de recours

En application de l'article L. 514-6 du code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où l'acte leur a été notifié ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.511-1, dans un délai de deux mois à compter de l'affichage en mairie et de la publication sur le service internet des services de l'État dans la Loire de la présente décision.

Le délai court à partir de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du 1^{er} jour d'affichage de la décision.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Tout recours administratifs ou contentieux doit être notifié à l'auteur de la décision (M. le préfet de la Loire – Direction départementale de la Protection des Populations – 10 rue Claudius Buard 42014 Saint-Etienne Cedex 2) et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation ou d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Lyon.

Article 4 – Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

1° une copie du présent arrêté est déposée dans la mairie de Saint-Priest la Prugne et peut y être consultée ;

2° un extrait de cet arrêté est affiché dans la mairie de Saint- Priest la Prugne pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé à la Direction départementale de la protection des populations ;

3° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Loire, pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 5 – Exécution

Le sous-préfet de Roanne, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement en charge de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, et le maire de Saint- Priest la Prugne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Saint-Étienne, le 10 mars 2025

Pour le Préfet
et par délégation
Le Directeur Départemental
de la Protection des Populations

Pierre CABRIDENC

Copie :

- Société Orano Mining
- Sous-préfecture de Roanne
- DREAL 42
- Mairie de Saint- Priest la Prugne
- Archives
- Chrono

